



## À propos...

9 janvier 2012

### **Un président dur à suivre**

Nicolas Sarkozy donne le tournis depuis le début de l'année. Les plus indulgents diront qu'il n'arrête pas d'évoluer, voire de changer, les plus sévères de se contredire, voire de se renier. Voyez vous-même ;

Concernant Seafrance, entreprise de transport maritime de près de 900 salariés, il envoie ses ministres déclarer que le projet de société coopérative ouvrière est une « illusion » ou une « ineptie » (Thierry Mariani). Puis il les convoque pour en défendre le principe sans prendre soin de s'assurer de ses arrières. Il est renvoyé dans ses cordes, laissant tout le monde se débrouiller.

Concernant la TVA dite « sociale », il l'annonce à demi-mot dans ses vœux aux Français le 31 décembre. Forte de cet engagement, la ministre du budget (Valérie Pécresse) annonce la bouche en cœur qu'elle sera décidée très vite et votée au Parlement avant la mise en sommeil de ce dernier à compter du 24 février. Voyant les réactions, changement de pied : le ministre de l'économie et des finances vient préciser que rien n'est tranché, qu'il y a d'autres hypothèses et que tout sera mis sur la table lors du sommet pour l'emploi prévu le 18 janvier. Au passage, il aurait été plus utile et plus intelligent d'en réunir un en 2007 plutôt que d'attendre 2012. Comme s'il fallait attendre qu'il y ait 3 millions de chômeurs !

Concernant l'éducation, Nicolas Sarkozy annonce qu'il augmentera considérablement le salaire des enseignants. Très bien, mais ce n'est pas la première fois qu'il leur fait le coup ! Cette fois c'est plus étonnant, car dans le même temps il accuse François Hollande d'irresponsabilité pour sa proposition de créer 60.000 postes d'enseignants et d'encadrement scolaire étalés sur cinq ans. Il prétend que c'est impossible à cause de la situation financière du pays : il devrait dire à cause de la situation dans laquelle il a lui-même plongé la France. Mais il faut être cohérent : si cette situation financière l'interdit où trouvera-t-il l'argent pour cette augmentation « considérable », sans annoncer le moindre chiffre ? D'autant que cela s'ajoute aux 30.000 places de prison !



## À propos...

Concernant le massacre des Arméniens, on avait cru comprendre, par presse interposée, que Nicolas Sarkozy avait promis, au moins laissé entendre, qu'il n'y aurait pas de loi pénalisant le génocide, lui-même reconnu par une loi précédente en 2001. Et puis patatras : il encourage une députée UMP à faire voter sa proposition. De plus cette loi est hypocrite car elle ne mentionne pas ce génocide en particulier, mais tout le monde a compris qu'il s'agissait de lui. Sans doute a-t-il pensé aussi se faire bien voir des 500.000 électeurs français d'origine arménienne ! En tous cas, Alain Juppé doit maintenant réparer les pots cassés. Que fera le prochain chef de l'Etat quand il recevra les créances de l'ambassadeur de Turquie en France ? S'il lui demande ce qu'il pense de cette affaire et s'il nie le génocide, faudra-t-il l'arrêter et le traduire devant une juridiction ?

Concernant la taxe sur les transactions financières, Nicolas Sarkozy se réveille tout d'un coup. Il s'est battu comme un beau diable à Bruxelles pour baisser la TVA sur la restauration. Il aurait pu en faire autant pour cette taxe. Au contraire à chaque amendement socialiste sur le sujet à l'Assemblée Nationale, il demandait à « ses » députés de s'y opposer. Et maintenant il fait cavalier seul, sans se préoccuper de l'Allemagne, alors que nous avons tant besoin d'un accord avec elle pour sortir de la crise. Il fait comme pour l'Union de la Méditerranée au début de son mandat : il la voulait sans l'Allemagne puisque celle-ci n'est pas riveraine de cette mer. Il s'est fait taper sur les doigts par la chancelière Merkel et son projet a flageolé dès le début. Cette fois-ci s'il se fait renvoyer dans ses buts, il n'aura qu'à s'en prendre qu'à lui-même.

Le plus savoureux dans la semaine qui vient de s'écouler c'est quand même la concomitance de deux faits. Nicolas Sarkozy est tout d'un coup pris d'affection pour Jeanne d'Arc. Elle entendait des voix. Il aimerait attirer celles de l'extrême-droite. Dans le même temps il est pris d'admiration pour James Tobin, l'économiste à l'origine de l'idée de taxe sur les transactions financières. Espère-t-il neutraliser l'extrême-gauche ? C'est beaucoup en 48 heures !

Nicolas Sarkozy veut, dit-il, présider jusqu'au bout. Au moins qu'il le fasse sans ces pirouettes et ces girouettes !